

Pourtant, le Canada s'est tenu à l'écart pendant tout ce temps-là. Nous avons prêché la bonne parole. J'ai dit au secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) que j'étais heureux que le Canada ait décidé de ne pas participer à fond à cette IDS. Le gouvernement a fait le nécessaire pour dire aux États-Unis, pas par dépit ni par colère ni esprit de vengeance, mais parce que ce pays fait un sérieux effort dans ce domaine, que nous voulions appliquer les principes prônés par les jeunes, par les jeannettes et par les filles du comté d'Essex qui m'ont écrit et tenir compte des opinions recueillies dans tout le pays par le comité spécial mixte chargé d'examiner nos relations internationales. Dans toutes les villes nous avons entendu des groupes de pacifistes qui s'étaient formés au milieu de l'été dans des circonstances difficiles nous dire aussi passionnément que possible: «Nous voulons que le Canada soit un pays pacifiste. Nous voulons que le Canada soit une figure de proue dans la lutte pour la paix. Nous voulons que le Canada lance un défi à ceux qui ne sont pas disposés à accorder la priorité au maintien de la paix dans le monde».

● (1600)

Ce défi n'a pas été relevé. Dans le cas des essais de missiles de croisière, nous pourrions envoyer aux États-Unis un message simple, facile et pas compliqué, à peu de frais pour le pays, à peu de frais pour nos alliances, à peu de frais pour la doctrine américaine ou son obsession de la sécurité. Nous pourrions faire un pas. Il serait facile d'arrêter les essais de missiles de croisière. Ils pourraient être stoppés d'un seul coup, ce qui aurait de l'effet. Cet effet ne serait pas d'arrêter la course aux armements. Il ne serait pas d'entraîner immédiatement un revirement de doctrine américaine en faveur du désarmement plutôt que de l'escalade. Par contre, il a fallu à l'Union soviétique des décisions vraiment novatrices et courageuses—je n'ai pas peur de le dire—pour s'orienter désormais dans cette voie. Il a fallu également qu'un président bien affaibli aux États-Unis cherche des façons de réagir, pour enfin mettre en prise la direction du changement. Nous aurions pu faciliter les choses. Nous aurions pu aider. Nous, au Canada, nous aurions pu donner une légère impulsion. Nous aurions pu prêter l'oreille aux jeunes de tous les coins du pays qui nous l'ont demandé du fond du coeur, avec l'émotion de l'inquiétude. Nous aurions pu dire non aux essais futurs de missiles de croisière.

Si nous l'avions fait, cela aurait aidé. Nous aurions adopté comme notre motion l'affirme, une position beaucoup plus critique à l'égard des États-Unis lorsqu'ils ont fait fi du traité SALT II. Nous aurions pu adopter publiquement, à l'égard du traité des MAB, une position beaucoup plus contestataire que nous ne l'avons fait jusqu'ici. Nous aurions pu faire cela.

Ce faisant nous aurions agi comme nos jeunes nous le demandent. Je veux parler de l'action dans laquelle croit très fortement la génération d'après la Seconde Guerre mondiale, pour qui toute nouvelle guerre signifie la destruction du monde. J'espère que le gouvernement d'en face et ceux qui suivront profiteront des possibilités qui se présentent à eux.

J'invite mes amis de tous les partis représentés à la Chambre à profiter de l'occasion offerte par la résolution, qui exprime en

termes énergiques les préoccupations passionnées de nos jeunes, en accordant leur soutien et leur voix à la résolution, qui n'est pas une panacée ou une réponse définitive, mais qui va contribuer à modifier la dangereuse escalade actuelle pour nous tourner, je l'espère, vers le désarmement de l'avenir.

**M. Crofton:** Monsieur le Président, j'ai une brève observation et une question à l'intention du député d'Essex—Windsor (M. Langdon). Il a fait allusion au comité mixte des affaires extérieures, qui a parcouru le pays et qui a entendu beaucoup de Canadiens de toutes les professions lui parler des questions de limitation des armements, de désarmement et d'IDS. Il se trouve que je siège à ce comité. J'ai entendu les mêmes propos. Souvent ils étaient très informés, mais à l'occasion ils l'étaient moins. Cependant, tous ont exprimé des sentiments profonds. Ils ont demandé au Canada de faire preuve d'initiative et de prendre ses responsabilités.

Dans son introduction d'aujourd'hui, la députée de New Westminster—Coquitlam (M<sup>me</sup> Jewett) a déclaré que le Canada devait cesser de jouer un rôle de spectateur. Selon moi, la motion dont nous sommes saisis invite le Canada à rester chez lui sans broncher. Or, le Canada joue un rôle actif et il fait tout en son pouvoir, à toutes les tribunes qui s'offrent à lui, afin de parvenir au désarmement.

Le député d'Essex—Windsor a déclaré qu'il était temps de faire face à la réalité. Je tiens à lui dire que lui-même et son parti ont parfois bien des choses à se reprocher à cet égard. Pour ma part, je ne suis pas disposé à déclarer que nous n'avons rien à craindre. Ce n'est que prudence que de prendre les mesures voulues, afin d'assurer notre sécurité en tant que pays.

Les Canadiens appartiennent à des associations et à des syndicats, car ils peuvent ainsi mieux se faire entendre. Prétend-il qu'ils ne devraient pas appartenir à des syndicats, s'ils veulent mieux défendre leur position et avoir plus de poids? Je ne le pense pas. En fait, je crois que ses observations manquent de réalisme.

Le moment n'aurait jamais été aussi mal choisi pour envoyer le mauvais signal au mauvais groupe que de violer arbitrairement notre accord sur la mise à l'essai des missiles de croisière à ce stade-ci. Peut-il affirmer en toute honnêteté que la décision du Canada de prendre cette mesure ne nuirait pas aux négociations et à la position des États-Unis en ces temps fort difficiles?

**M. Langdon:** Monsieur le Président, je tiens à nouveau à signaler au député, pour lequel j'ai le plus grand respect, et avec lequel j'ai discuté de bon nombre de ces questions dans le cadre de bien des audiences tenues dans tout le pays au cours de l'été, que notre objectif en tant que parlementaires canadiens n'est pas de déterminer ce qui pourrait être utile aux États-Unis en ces temps difficiles.

Notre objectif—et je le crois fermement—doit être de faire tout en notre pouvoir pour en arriver à la paix mondiale. Souvent, je pense que cela peut nous amener à travailler de concert avec les États-Unis. Je ne suis pas de ceux qui croient que les États-Unis sont une sorte de nation hostile dirigée par un Dr Falamour qui tente de dominer le monde.